

Backlash sur les droits humains : une pride plus que jamais essentielle

Dans un contexte de montée des extrêmes droites et de multiplication des discours haineux, la Pride de Genève, qui aura lieu ce samedi 7 juin, ne saurait être réduite à une simple célébration. « *Comme nous le disions dans [notre précédent communiqué de presse à l'occasion de la journée internationale de luttes contre les LGBTIQ-phobies du 17 mai](#), nous sommes particulièrement préoccupé-e-x-s par la situation actuelle, tant à l'international qu'au niveau local : ce sont nos droits qui sont en danger ! Se mobiliser et aller dans la rue cette semaine s'impose comme un acte de visibilité, de résistance et de revendication* » rappelle Eric Amato, co-président de la Fédération genevoise des associations LGBTIQ+.

Voici quelques éléments récents qui illustrent la nécessité de prendre la rue pour défendre nos droits :

Retard inacceptable sur l'interdiction des thérapies de conversion

Alors que la Suisse fait preuve de son retard traditionnel en matière d'égalité et a refusé au niveau fédéral d'interdire les thérapies de conversion, le Canton de Genève qui s'était montré pionnier en la matière en acceptant une motion à ce sujet en 2021, est désormais à la traîne. En effet, alors que le Conseil d'Etat avait déposé un projet de loi encourageant en 2023, celui-ci est toujours bloqué en commission. Entretemps, les cantons de Vaud, Neuchâtel et Valais se sont dotés de leur propre projet de loi. Nous serons probablement le dernier canton de Suisse romande à interdire les thérapies de conversion. Ce retard est inacceptable ! Le canton de Genève ne doit pas être un havre de paix pour les pratiques de conversion.

Une parole LGBTIQ-phobe banalisée au sein des institutions

Le retard pris par rapport à l'interdiction des thérapies de conversion n'est que symptomatique du revirement de situation opéré au changement de législature en 2023. En effet, en à peine deux ans de mandat, les personnes élues ont concentré leurs efforts dans le démantèlement de toutes les avancées qui avaient été faites par le passé, multipliant les attaques sur les personnes LGBTIQ+. En particulier, les droits des mineur-e-x-s trans* sont dangereusement ciblés actuellement par au moins deux projets de loi très inquiétants ayant pour but d'entraver l'accès aux soins et de criminaliser l'accompagnement des professionnel-le-x-s.

La mise à l'agenda de ces thématiques au sein du Grand Conseil donne place à une libération de la parole LGBTIQ-phobe en toute impunité. Pour rappel, lors de la séance du 11 avril, un député a qualifié les personnes trans* de "malades" et la communauté LGBTIQ+ de dangereuse pour la jeunesse, une autre avait nié l'existence même des personnes intersexes et non binaires, invoquant une soi-disant réalité biologique. Lors de la dernière séance en mai qui portait sur l'éducation sexuelle à l'école, ces cours dispensés par le SEEJ, service du DIP, ont été assimilés à de la pédophilie, à une

Fédération genevoise des associations LGBTIQ+

agression sexuelle et à de l'endoctrinement. L'UDC regrettait particulièrement une époque où l'éducation sexuelle se concentrait sur une « sexualité naturelle », « celle qui vise à la reproduction » entre un homme et une femme, et à « la manière dont les bébés sont faits », qualifiant les autres sexualités de déviantes. Tenir de tel propos au sein de notre parlement banalise et légitime la haine envers toutes les personnes LGBTIQ+. Dans un contexte national de hausse drastique des agressions LGBTIQ-phobes¹, il est inacceptable que des élu-e-x-s s'en fassent les relais.

L'instrumentalisation de la jeunesse pour justifier la transphobie

En dehors des institutions politiques, nous constatons également ces dernières années une sur-visibilisation des questions de transidentités et des personnes mineures trans* par des initiatives citoyennes réactionnaires. La conférence « *Changement de sexe : l'autorité parentale en question* », organisée par le Collectif Parents ce mardi 3 juin à Genève n'est qu'un exemple de cette montée de transphobie. Ces adultes, prétextant être préoccupé-e-x-s par la « protection de l'enfance » ou « le droit parental » et qui se prétendent « contre le wokisme », en réalité, remettent en question l'existence même des personnes trans*, non binaires et intersexes ainsi que leurs droits. Bien que ces personnes ne représentent qu'une infime partie de la population, elles bénéficient d'une tribune importante, alors qu'elles se reposent sur des théories fumeuses et font fi des recherches scientifiques sur le sujet. Nous déplorons fortement cette mésinformation qui sert les fins de l'extrême droite et a un impact néfaste sur les personnes concernées. La manifestation organisée en réaction à cette conférence aurait d'ailleurs été reçue avec violence.

La Pride, une réponse politique et collective

Nous dénonçons fortement ce backlash généralisé ainsi que cette instrumentalisation de nos existences à des fins réactionnaires.

« Il est plus que nécessaire de prendre la rue, de marcher et de nous exprimer pour nous-mêmes : nous sommes des êtres humains à part entière, nous ne sommes pas des idéologies, nos identités ne sont pas des prétextes à de la propagande politique ! » relève Mattia Iacobelli, chargé de plaider pour la Fédération genevoise des associations LGBTIQ+.

Nous appelons toutes les personnes concernées, alliées et solidaires à rejoindre la marche des fiertés. Rendez-vous le 7 juin à 14h au Quai Wilson.

¹ D'après le rapport publié par la LBGTHelpline en mai 2025, Les actes de haine envers les personnes LGBTIQ+ en Suisse atteignent un niveau alarmant : 309 agressions ont été dénoncées en 2024, soit cinq fois plus qu'en 2020.

Fédération genevoise des associations LGBTIQ+

Pour tout renseignement complémentaire, merci de prendre contact avec :

- Eric Amato co-président de la fédération – 079 575 35 90 eric@federationlgbt-geneve.ch
- Mattia Iacobelli, chargé de plaidoyer - 076 840 52 26 mattia@federationlgbt-geneve.ch

